

LES CONFINES, RÉSISTANCE AU QUOTIDIEN

Le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) lance une campagne qui mobilise les précaires pendant la crise du confinement et du déconfinement progressif sur base de contacts révélateurs de la façon dont ces précaires vivent cette crise.

Pietro Tosi (animateur MOC)

La crise que nous connaissons remet en question nombre de certitudes que nous avions sur notre société. Si on veut commencer à tracer des réflexions qui se posent sur l'après coronavirus, il faut garder à l'esprit que nous ne pourrions penser le monde de demain si nous n'avons pas de vision claire sur ce que vivent les travailleurs.es, les précaires, les femmes, les migrant.es : tou(te)s les oublié.es de cette crise. (1)

C'est pourquoi le MOC de Bruxelles a lancé en période de pandémie Covid-19 sa campagne « Les Confinés, résistance au quotidien ». Dès le début du confinement, les différentes organisations qui constituent le MOC de Bruxelles (Equipes populaires, JOC, CSC, Mutualité chrétienne, Vie féminine) ont entretenu des contacts avec leurs membres afin de déterminer leurs besoins, leurs difficultés et leurs colères. Ces relations ont laissé des traces qui sont de véritables outils politiques pour mieux comprendre les réalités et inégalités qui traversent la société d'aujourd'hui. Un premier constat est clair : les inégalités sociales se sont exacerbées durant le confinement, éclairées par la lumière crue de la réalité.

Ecouter ceux qu'on n'entend pas

Le Mouvement ouvrier pense que cette crise doit permettre de faire entendre la voix de celles et ceux d'en bas, sans Internet, sans revenus,

sans travail mais aussi celles et ceux qui travaillent dans les secteurs essentiels de l'économie, celles et ceux qui luttent contre la maladie, tou(te)s celles et ceux qui ont été abandonné.es dans la gestion de cette crise. Tou(te)s celles et ceux qui ont été sur le front, par obligation ou par abandon, mais qui ne pourront se taire quand la crise sanitaire va se transformer en crise sociale.

de mettre en avant leur réalité, leur vécu, par le biais de leurs récits, car c'est de là qu'il faudra repartir pour construire la suite.

Voir - Juger - Agir

Nous avons l'ambition de pouvoir appliquer dans un contexte difficile les principes de base de notre travail d'éducation permanente : le Voir - Juger - Agir.

J33+

MERCREDI 15 AVRIL 2020

A. «Le financement de la sécurité sociale doit être garanti, sinon demain, ils nous diront qu'il n'y a plus d'argent pour les soins (déjà aujourd'hui l'hôpital fait appel à des dons), pour les pensions et pour le chômage. Et dans un discours larmoyant un politicien nous dira qu'il faut faire encore des sacrifices. Il est quand même ironique que l'économie soit en train de s'effondrer parce que les gens n'achètent que ce dont ils ont besoin ! » PART. 2

Les confins, résistance quotidienne
ACV-CSC - MOC Bruxelles

(Voir) - Première finalité, rester en contact avec nos publics, essayer de repérer leurs besoins les plus importants et essayer de construire des réseaux de solidarité, de coordonner toute une série de soutiens qui permettront de répondre aux différents besoins. Une phase que nous qualifierons de mutualisme, au sens militant du terme. Il s'agit de mettre ensemble des solidarités populaires pour répondre à des besoins primaires.

(Juger) - La deuxième finalité a été d'essayer de réunir ces

**Cette crise doit permettre de faire entendre
la voix de celles et ceux d'en bas**

La campagne des Confinés souhaite remettre l'enquête ouvrière au centre de notre travail d'éducation permanente. Nous nous sommes déplacés jusqu'aux marges de la société pour reconstruire le centre. Parce que le rôle du mouvement ouvrier n'est pas de parler à la place des gens, mais

personnes, de les faire s'exprimer, de les faire participer. Nous avons utilisé les moyens du bord : organisations de groupes de discussions sur WhatsApp, création de groupes sur Facebook. Des réunions en vidéo chat se sont tenues afin de mettre des mots sur ce que nous sommes en train de

⇒ vivre, écouter nos peurs, nos impressions. L'objectif était d'être capables, via la discussion collective, de clarifier les questions et les interrogations de chacun.e, en essayant toujours d'avoir une lecture sociale et politique de nos vécus.

Il me semble ici qu'il y a un élément important. Un élément qui fait basculer notre pratique classique d'animateurs sociaux. Je crois que dans ces moments historiques, telle la crise que nous sommes en train de vivre, les séparations classiques qui s'interposent dans la pratique sociale comme l'animateur et l'apprenant, le permanent et les militants, se défont petit à petit pour nous montrer que c'est au travers du travail collec-

leurs colères que nous pourrions faire établir le programme et les actions collectives nécessaires à transformer notre société pour le futur.

J33⁺

MERCREDI 15 AVRIL 2020

A. est travailleur sans-emploi.

«Après la crise sanitaire, c'est une crise sociale qui arrive. La catastrophe du chômage, arrive. Beaucoup de petites entreprises vont fermer leurs portes, car elles n'ont pas les moyens financiers pour subsister. Les grands groupes vont mettre à la porte. Ils sont déjà en train de demander des réductions de charges et les organisations patronales plaident pour une diminution voire une suppression des cotisations sociales.»

Lorsque l'on entend nos politiciens, ils prônent le changement, mais c'est toujours les mêmes idées qui ressortent, les mêmes recettes et toujours sur le dos des mêmes. Ils ne comprennent rien à ce qui se passe, à ce que vivent les citoyens. » PART. 1

Les confinés, résistance quotidienne
ACV-CSC - MOC Bruxelles

Dans ce contexte où beaucoup de petites entreprises et d'indépendants vont cesser leurs activités, le chômage complet dans notre société va sûrement augmenter !

Cependant les grands groupes qui commencent à réduire le nombre de leurs collaborateurs sont ceux qui en même temps distribuent les dividendes à leurs actionnaires, qui ont pour sport l'évasion fiscale. Ces entreprises réclament, aux côtés des organisations patronales, la réduction, voire une suppression des cotisations sociales.

Certains politiciens nous disent qu'il y aura un après confinement, qu'ils prônent le changement, mais nous resservent toujours le même discours, les mêmes recettes et toujours sur le dos des mêmes, comme en 2008. Ils n'ont rien compris à ce que vivent les citoyens. Ils sont dans un autre monde.

Certains nous annoncent déjà que les travailleurs vont devoir perdre une partie de leurs revenus. Aujourd'hui ces financiers sont en dernière ligne, cachés dans leurs gratte-ciel, leurs bunkers, leurs palaces. Et au front, en première ligne le personnel soignant, le personnel d'entretien, de logistique, les livreurs, caissières, chauffeurs de bus de métro, de poids lourds, etc. Cette première ligne est aujourd'hui en train de crever. En Italie, plusieurs centaines de médecins et d'infirmiers morts, en Espagne c'est une véritable catastrophe

Nous revendiquons la suppression de la dégressivité, l'abolition du statut de cohabitant et le relèvement de l'allocation minimale au-dessus du seuil de pauvreté

tif et ensemble que nous pouvons transformer la société.

(Agir) - Troisième finalité, commencer à réfléchir, toujours dans le cadre particulier du confinement, à la manière d'amorcer des actions collectives, des campagnes d'interpellation politique et d'agitation sociale sur les réseaux sociaux.

Lutter ensemble

En conclusion, selon le MOC de Bruxelles c'est du savoir de personnes qui vivent ces résistances du quotidien qu'il faut partir pour construire les luttes de demain.

Cette crise nous a montré que nous ne sommes pas égaux face au confinement. Les plus précaires et les plus pauvres sont moins protégés, tombent plus vite malades, ils paient cette crise sanitaire très lourdement. Lorsqu'il s'agira de déterminer qui devra payer la crise sociale qui s'annonce, le mouvement social devra se souvenir de tous ces exemples de résistance.

C'est à partir de leurs paroles, de

Les TSE aussi

Après cette crise sanitaire, la crise sociale arrive. Les TSE (Travailleurs sans emploi) de la CSC Bruxelles ont eux aussi décidé de lancer une campagne contre la pandémie sociale !

Il y a à la mi-mai déjà presque un million de travailleurs belges au chômage temporaire.



L'une des revendications, au-delà de la période de confinement : cesser le contrôle de la disponibilité des chômeurs !

TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR SANS EMPLOI

En cette période très spéciale de confinement, où tous les médias nous montrent ces moments heureux que l'on passe avec les membres de notre famille, où tout le monde est dans sa maison avec son jardin ou dans un appartement de 100 m² avec terrasse.

Si nous écoutons les médias, tout est happy, nous avons tous un jardin et une grande terrasse. Tous, sauf moi ! et je ne suis pas seul en réalité.

Combien de familles vivent dans un 40 m² avec trois ou quatre enfants ? Là, pas un mot dans les news.

Pendant que certains se font des apéros virtuels, des pères et des mères se demandent comment nourrir les siens et terminer le mois alors que l'on est seulement le dix. Là aussi, pas grand-chose dans les infos.

José Gonzalez (président du Comité des Travailleurs Sans Emploi de la CSC de Bruxelles)

et chez nous en Belgique, les victimes se comptent par milliers.

Le financement de notre Sécurité sociale doit être garanti, sinon demain, ils nous diront qu'il n'y a plus d'argent pour les soins (déjà aujourd'hui l'hôpital fait appel aux dons), pour les pensions et pour le chômage. Et dans un discours larmoyant, les membres du gouvernement nous diront que les citoyen.n.e.s doivent encore faire des sacrifices, les citoyen.n.e.s, pas les multinationales ! N'est-il pas aberrant que l'économie s'effondre parce que les gens n'achètent que ce dont ils ont besoin !

Sur cette base, les militant.es du comité des travailleurs sans-emploi de la CSC Bruxelles a décidé d'utiliser cette campagne du MOC de Bruxelles pour lancer une page Facebook et essayer via ce moyen de rentrer en contact avec les sans-emploi qui se trouvent aujourd'hui dans cette situation difficile.

Nous lancerons sur notre nouvelle page Facebook une campagne liée à un numéro de téléphone des droits des sans-emploi. D'un côté on pourra donner un coup de main à nos centres de services qui sont débordés de demande en ce moment et d'un autre côté on pourra donner à ces personnes une écoute personnelle, de sans-emploi à sans-emploi, pour essayer aussi de donner une perspective politique à tout ce travail d'urgence sociale.

C'est ainsi qu'on pourra rassembler et préparer le maximum des forces pour la rentrée sociale une fois que toute cette crise sanitaire sera finie. Nous devons nous préparer pour affronter tout ça.

Derrière cette crise sanitaire, qui n'a pas été prise au sérieux, il y aura une énorme crise sociale. Sommes-nous prêts à l'affrontement et à nous battre en groupe bien constitué ou dans un collectif pour défendre les droits que nos parents et nous avons acquis par nos combats ?

Stop à l'austérité

Il faut arrêter l'austérité qui met en danger les services sociaux, les services publics ; et qui est l'aboutissement de ces trente années de privatisations qui ont profité au 1% de la population.

Il n'y a pire aveugle que celui qui ne

veut pas voir.

La solution du gouvernement pour nous sortir de la crise, la création d'un groupe de dix experts, où il n'y a même pas d'égalité homme/femme et aucun représentant d'organisations syndicales (une seule de l'associatif). Que des experts en tout et en rien, que des gens qui sont en dehors de la réalité, les préoccupations des citoyens sont oubliées. Le déconfinement aura lieu mais le gouvernement appliquera les recommandations de la FEB.

La crise que nous vivons nous ouvre les yeux et nous permet de voir qui sont les rouages essentiels de la vie de ce pays : les travailleuses, les travailleurs (les invisibles), ceux qui font vivre le pays, sans elles et eux pas de richesses produites, pas de services publics.

Le chômage de masse arrive, et ce n'est pas en diminuant les allocations de chômage que l'on réveille le demandeur d'emploi, mais on l'enfoncé de plus en plus, on le précarise.

Les revendications des TSE

Le Comité des travailleurs sans emploi de la CSC Bruxelles demande :

- ▷ la suppression de la dégressivité des allocations de chômage ;
- ▷ l'individualisation des droits et l'abolition du statut de cohabitant ;
- ▷ le montant de l'allocation minimale au-dessus du seuil de pauvreté ;
- ▷ la fin des cadeaux fiscaux aux entreprises, celle-ci doivent contribuer pleinement au financement de la Sécurité sociale ;

▷ un investissement public dans les emplois utiles à la collectivité avec des conditions de qualité ;

▷ l'arrêt des mini-jobs, intérimaires et autres contrats précaires.

Les politiques antisociales de contrôle des chômeurs et de dégressivité des allocations de chômage ne sont pas la solution contre le virus ! On ne doit pas revenir à la normale, parce que le normal est le problème. □

(1) Merci à Lazaros Goulios, permanent interprofessionnel TSE de la CSC de Bruxelles, pour son aimable relecture.

J33⁺

MERCREDI 15 AVRIL 2020

A. « On doit se préparer pour tout ça. Derrière la crise sanitaire, qui n'a pas été prise au sérieux, il va y avoir une énorme crise sociale. Je ne sais pas si je suis prêt, si nous sommes prêts pour affronter et se battre. J'ai peur que le CDNV ait toujours cette mainmise sur l'organisation syndicale et que nous soyons les dindons de la farce. Il faut arrêter l'austérité qui met en danger les services sociaux et qui est l'aboutissement de ces 30 années de privatisation. Il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. » PART. 3

Les confins, résistance quotidien
ACV-CSC - MOC Bruxelles